

Fin du jeu

Pourquoi la dévalorisation générale de l'argent n'est plus qu'une question de temps

*

Claus Peter Ortlieb

« C'est précisément le retour des crises à intervalles réguliers, en dépit de tous les avertissements du passé, qui exclut l'idée que les causes ultimes de celles-ci seraient à rechercher dans la malhonnêteté de quelques individus. Si, vers la fin d'une période de commerce donnée, la spéculation apparaît comme le précurseur immédiat de l'effondrement, il ne faudrait pas oublier que cette spéculation est elle-même née au cours des phases précédentes de ladite période et qu'elle en représente donc un résultat, une manifestation, et non pas la cause dernière ou l'essence. Les économistes qui prétendent expliquer par la spéculation les convulsions périodiques de l'industrie et du commerce ressemblent à cette école, désormais disparue, de philosophes de la nature qui considéraient la fièvre comme la vraie cause de toutes les maladies. »

Karl Marx, « The Trade Crisis in England », *New York Daily Tribune*, 15 décembre 1857, repris in *Marx-Engels Werke*, vol. XII, p. 336.

Il semble que, même 130 ans après Marx, la grande majorité des économistes considèrent toujours « la fièvre comme la vraie cause de toutes les maladies ». À les écouter, la crise où nous sommes encore plongés aujourd'hui aurait débuté en 2008 avec le krach financier consécutif à la faillite de Lehman Brothers. La cause en était donc une crise du système bancaire, dont les titres financiers se retrouvaient du jour au lendemain pratiquement sans valeur. Afin d'empêcher l'effondrement complet du système financier, les États durent voler au secours des banques avec l'argent du contribuable. L'éclatement des bulles spéculatives donna lieu en outre à une grave récession dans l'économie réelle. Pour y faire face, des plans de relance gouvernementaux furent mis en place partout dans le monde pour un montant d'environ trois mille milliards de dollars en la seule année 2009, ce qui permit – excepté malheureusement dans les pays sud-européens – d'éviter une dépression comparable à celle des années 1930.

Depuis lors, nous sommes confrontés à une « crise de la dette » dans un contexte de ralentissement constant de l'économie, et entre « néolibéraux » et « keynésiens » la dispute fait rage pour savoir quoi faire dans cette situation. Tandis que, radicalement axée sur le marché, la doctrine dominante considère, au mépris d'une histoire de la crise pourtant déjà réduite aux seuls événements postérieurs à 2008, que « nous avons vécu au-dessus de nos moyens » et qu'il nous faut maintenant combattre la dette publique en nous inspirant du modèle microéconomique de la « ménagère souabe » – les macroéconomistes keynésiens, quant à eux, se réfèrent au prix Nobel Paul Krugman et à ses travaux : « "C'est en phase d'expansion, pas de ralentissement, qu'il faut appliquer l'austérité." Aujourd'hui, l'État doit dépenser plus,

pas moins, jusqu'à ce que le secteur privé soit en mesure de reprendre son rôle de moteur de l'économie. »¹

Points communs entre les adversaires

Dans cette affaire, les adversaires ont peut-être plus de points communs qu'ils ne le souhaiteraient. Cela vient de ce que – contrairement à Marx – ils sont, dans un camp comme dans l'autre, dépourvus de tout concept de crise systémique et considèrent que les indéniables phénomènes de crise sont toujours dus uniquement à l'inconduite de certains acteurs économiques, la sortie de crise n'étant par conséquent qu'une question de temps et de choix des bons moyens.

Dans les manuels d'économie néoclassique, le mot « crise » s'avère en général introuvable. Aucune crise ne peut se produire, puisque selon cette doctrine, perturbations passagères mises à part, les marchés se trouvent toujours et partout en équilibre, autrement dit l'offre et la demande se correspondent parfaitement ; et si d'aventure les faits empiriques n'en apportaient pas la confirmation, cela ne pourrait provenir que d'influences extérieures au marché et nécessitant par conséquent d'être éliminées, ce qui justifiera par exemple une politique d'austérité visant à restaurer la « compétitivité ».

Le keynésianisme, en revanche, connaît la situation de crise et la définit, comme le notait Keynes dans les années 1930, en termes d'« état d'activité chroniquement inférieur à la normale qui se prolonge un temps considérable sans qu'il y ait de tendance marquée à la reprise ou à l'effondrement complet »². Il n'empêche : « Nous savons parfaitement ce qu'auraient dû entreprendre alors les décideurs politiques, que ce soit grâce à l'analyse de Keynes et de ses contemporains ou à une vaste gamme de recherches et d'études subséquentes. Ces travaux nous disent très précisément ce que nous devrions être en train de faire pour combattre le mal dont nous sommes atteints »³. On le voit, pour Paul Krugman également, la crise en tant qu'état permanent n'existe que lorsque les politiciens ne font pas ce qu'il fallait faire, ou même ne font rien du tout ; et c'est précisément là le principal reproche que son livre adresse à la politique, en particulier la politique allemande. On remarquera aussi que la justification des mesures keynésiennes peut pratiquement se dispenser de toute détermination préalable des causes de la crise. Les crises apparaissent comme de simples accidents pouvant frapper de temps en temps l'activité économique ; mais nous savons bien comment y remédier.

S'il manque à tous ces économistes un concept de crise systémique, cela provient de leur mauvaise compréhension du sens et de l'objectif des économies capitalistes, mauvaise compréhension que l'on retrouve dans le préambule d'à peu près tous les manuels de macroéconomie. On n'y parle d'ailleurs pas de capitalisme ; on y soutient plutôt que, de l'âge de pierre jusqu'à présent, l'économie a toujours eu pour but la fourniture et la consommation de biens qui malheureusement deviennent désormais de plus en plus rares, ce qui explique que tout le monde ne puisse avoir tout ce qu'il veut. Or, le premier gamin venu sait aujourd'hui que ce ne sont pas les biens qui sont rares mais seulement l'argent qui me fait défaut pour les acheter, et que l'objectif de toute activité économique capitaliste est uniquement de faire d'une somme d'argent une plus grosse somme d'argent, tandis que la satisfaction des besoins représente, tout au plus, un effet secondaire, bienvenu certes mais pas toujours réalisable. Seuls les économistes ne le savent pas. À cet égard, on peut considérer l'enseignement de la macroéconomie comme un effort visant à extirper

¹ Paul Krugman, *Sortez-nous de cette crise... maintenant !*, trad. A. Muchnik, Paris, Flammarion, 2012, p. 11 ; dans la première phrase, Krugman cite Keynes.

² Cité in *ibidem*, p. 10.

³ *Ibid.*, pp. 10-11.

systématiquement de la tête des étudiants ce savoir qui a déjà fait soupirer tant d'entrepreneurs – lesquels auraient cependant mieux fait de lire Marx, car lui au moins avait compris comment fonctionne le capitalisme.

Le concept de crise systémique chez Marx

Cela reste sans nul doute l'apanage de la critique marxienne de l'économie politique d'avoir mis en lumière le fait que le capitalisme est un mode de production doté de deux formes de richesse : outre la richesse matérielle concrète qu'avaient connue toutes les formations sociales, le capitalisme présente une seconde forme de richesse que Marx appelle « valeur », une forme abstraite et dominante exprimée par l'argent et mesurée par le temps de travail. La valorisation du capital a pour but de multiplier cette richesse abstraite ; et s'il importe peu que l'on y parvienne en fabriquant des bombes ou des chaussures pour enfants, on ne peut néanmoins se dispenser complètement de la production de richesse matérielle, bien qu'elle ne soit qu'un effet secondaire et non l'objectif de l'opération, qui consiste uniquement à créer de la survaleur. L'économie politique avant Marx et la doctrine macroéconomique après lui ont identifié purement et simplement ces deux formes de richesse à la « richesse en soi » et sont par conséquent passées à côté de la spécificité historique du mode de production capitaliste. À partir de là, les crises associées à ce mode de production devaient fatalement leur demeurer mystérieuses.

Le concept de crise systémique élaboré par Marx se fonde grosso modo sur l'idée que les deux formes de richesse capitalistes sont susceptibles d'entrer en contradiction l'une avec l'autre, et que cette contradiction non seulement se répète mais s'accroît de plus en plus. Comme la multiplication de la richesse abstraite nécessite la production et la vente de richesse matérielle, réussir à valoriser et accumuler le capital suppose d'étendre constamment la production matérielle et les débouchés. Sitôt que l'offre de marchandises, croissante et par principe illimitée, ne trouve plus en face d'elle qu'une demande solvable limitée, le procès de valorisation entre en crise. Il en résulte une surproduction, c'est-à-dire des marchandises invendables, et une suraccumulation, c'est-à-dire des capacités de production qu'on ne peut plus utiliser à plein, des licenciements en masse, des fermetures d'entreprises, et pour finir la fuite du capital, ce capital qui n'est réellement plus valorisable et qui trouve refuge dans la spéculation.

La récurrence de ces crises dans l'histoire du capitalisme n'a rien à voir avec l'éternel retour du même mais provient bien plutôt du fait que les deux formes de richesse s'écartent toujours davantage l'une de l'autre à mesure qu'augmente la productivité, un phénomène que Marx qualifiait de « contradiction en procès » : « Le capital est lui-même la contradiction en procès, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. »⁴ Le capital s'appuie sur l'exploitation du travail, mais en même temps il expulse peu à peu le travail du procès de production, détruisant ainsi sa propre base. Le temps de travail étant la mesure de la valeur, la productivité croissante a pour conséquence que l'obtention de cette même richesse abstraite nécessite de produire et vendre en quantités toujours plus grandes. C'est pourquoi les crises s'aggravent et s'étendent toujours davantage dans le temps comme dans l'espace : « La production capitaliste tend sans cesse à dépasser ces limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'en employant des moyens

⁴ Karl Marx, *Manuscrits de 1857-1858 « Grundrisse »*, trad. J.-P. Lefebvre *et al.*, Paris, Éditions Sociales, 1980, tome 2, pp. 193-194.

qui, de nouveau, et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières. La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le *capital lui-même*. »⁵

Les causes à long terme de la crise

La dernière fois que le capital parvint à se conformer sur une large échelle à cette obligation d'expansion, fruit de la démesure de la richesse abstraite, ce fut au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, lors du boom fordiste, cet « âge d'or du capitalisme » (Eric J. Hobsbawm) en même temps que du keynésianisme. S'appuyant à la fois sur des légions de travailleurs industriels à la chaîne et sur la consommation de masse, le fordisme exigeait non seulement un relèvement significatif des salaires réels et le renforcement des systèmes de protection sociale, mais aussi des investissements de l'État dans les infrastructures et le système éducatif. Dans cette phase d'expansion, les fluctuations conjoncturelles pouvaient effectivement être compensées par des plans de relance gouvernementaux (« Régulation macroéconomique » et « Action concertée » dans le cas de la RFA), et c'est de cette époque que les remèdes prônés par les manuels keynésiens tirent leur justification.

Cette époque est terminée. Dès les années 1970, le boom fordiste – dû également à la forte augmentation de la productivité – s'est heurté à ses limites, contre lesquelles la politique économique keynésienne s'est révélée impuissante. S'ensuivit une phase de « stagflation » : les plans de relance étatiques n'étaient plus en mesure d'impulser une accumulation durable et auto-entretenu du capital et n'avaient pour résultat que des taux d'inflation parfois à deux chiffres. Ceux qui, comme Krugman, préconisent la reprise de tels programmes pour sortir de la crise feraient mieux, avant tout chose, de méditer sur l'échec du keynésianisme d'alors. Car c'est en effet à cette époque – et non en 2008 – que se situe l'origine de la crise actuelle.

Le néolibéralisme fut la réponse à cet échec, une réaction à la crise de l'économie réelle visant à permettre à nouveau de générer des profits, bien que la base capitalistiquement fiable pour ce faire ait commencé à se contracter. L'une de ses composantes était la dérégulation du secteur financier, et du même coup l'extension des possibilités de création monétaire par le biais du crédit. Les crises comportent classiquement une phase où, en l'absence de réelles possibilités d'investissement, on voit les acteurs économiques reporter sur les marchés financiers les profits déjà réalisés, attisant de ce fait la spéculation. Mais le néolibéralisme érigea en programme ce mouvement d'esquive qui ajourne provisoirement la crise, et créa ainsi l'illusion qu'un « capitalisme tiré par la finance » constituait le nouveau mode de régulation. L'autonomisation du capital financier a toujours été un symptôme des crises capitalistes, mais certainement pas leur cause. La nouveauté, dans cette crise actuelle qui dure déjà depuis près de quarante ans, c'est l'ampleur spatiale et temporelle du processus. La désindustrialisation de pays entiers au profit de la nouvelle « industrie » financière, par exemple, comme en Grande Bretagne sous Margaret Thatcher, est un phénomène sans précédent dans l'histoire.

De ce point de vue, et n'en déplaise à sa propre doctrine monétariste, le néolibéralisme n'était rien d'autre qu'une continuation du keynésianisme par d'autres moyens, à savoir au niveau du secteur privé. Les États cédaient la place à des bailleurs de fonds privés finançant par des prêts l'économie réelle et lui permettant ainsi de continuer à fonctionner. En transférant d'énormes quantités d'argent de la consommation de masse vers le secteur financier, on faisait du même coup disparaître l'inflation, ou plus exactement on la faisait passer du marché des biens de

⁵ Karl Marx, *Le Capital. Livre III*, trad. C. Cohen-Solal et G. Badia, Paris, Éditions Sociales, 1977, ch. XV, p. 244, souligné par Marx.

consommation à ceux des actions et de l'immobilier ; d'où la fameuse *asset inflation* (inflation des actifs), qui d'ailleurs tombait à pic puisqu'elle enrichissait les détenteurs des titres en question.

Le processus ainsi mis en branle, ce « plus gigantesque plan de relance financé par le crédit qu'on ait jamais vu » (Meinhard Miegel) consistant en définitive à payer les dettes au moyen de nouvelles dettes, s'avère évidemment tout aussi difficile à pérenniser que les systèmes de vente pyramidale censés créer de la richesse. Au bout du compte, au cours des trois dernières décennies, on a vu la masse globale de capitaux et d'immobilisations comme par magie multipliée par vingt, mais sans que cela corresponde à aucune valeur réelle. Rien que l'éclatement d'une petite partie de ces bulles a suffi en 2008 pour pousser le système bancaire à deux doigts de l'effondrement ; et il n'a dû son salut qu'à l'intervention des États, qui depuis lors doivent faire face à la crise de leur dette publique et à une récession plus ou moins grave.

Bricoler des remèdes aux effets de la crise

Du fait de l'ampleur inimaginable des masses d'argent qui se sont accumulées et que la politique de taux zéro des banques centrales ne cesse de faire croître, la dévalorisation générale de l'argent n'est plus qu'une question de temps. L'argument habituel des keynésiens, qui font remarquer que, manifestement, beaucoup d'argent ne conduit pas nécessairement à l'inflation, ne manquera pas de se révéler fallacieux. Le risque d'inflation n'est en effet écarté qu'aussi longtemps que cet argent circule de façon autosuffisante au firmament de la finance. En revanche, sitôt qu'il se tourne vers les choses de ce bas monde, il y attise l'inflation. Les marchés des matières premières et de l'agroalimentaire en ont d'ores et déjà fait l'expérience, de même que les marchés de l'immobilier et du logement dans divers pays : ces derniers temps, les loyers dans les grandes villes allemandes deviennent pour beaucoup inabordables.

Les contre-mesures proposées face à cette situation, à supposer qu'elles aient réellement été conçues pour nous sortir de la crise, ont une allure étrangement irréaliste. Néolibéraux ou keynésiens, tous refusent de voir que, depuis presque quarante ans, une seule chose a permis à l'économie réelle de continuer à fonctionner : le recours à l'emprunt. Une politique d'austérité qui entend y mettre fin conduira inéluctablement à la dépression. Mais d'un autre côté, les plans de relance keynésiens équivalent à la pure et simple poursuite *ad infinitum* de cette politique d'endettement, car plus jamais le secteur privé ne sera « en mesure de reprendre son rôle de moteur de l'économie ».

Durant ces quatre décennies de crise, la productivité en Allemagne (valeur ajoutée brute par heure travaillée, selon les chiffres de l'office allemand de la statistique) a encore triplé dans l'industrie, et carrément sextuplé dans l'agriculture. Le travail devient toujours plus inutile à la production de richesse matérielle, et par conséquent la production de survalueur réelle basée sur l'exploitation du travail relève de plus en plus du domaine de l'impossible. L'incapacité du mode de production capitaliste à envisager la possibilité qui se fait jour ici, celle d'une vie sans travail, nous est révélée entre autres par le fait que, pour l'amour d'une chimérique « compétitivité », on parle maintenant de supprimer la sieste dans les pays d'Europe du Sud et, pour ce faire, d'y introduire enfin l'éthique protestante du travail.

Il n'y a plus qu'une solution pour sortir de la crise : venir à bout de la forme abstraite de richesse et, du même coup, du mode de production capitaliste ; on y substituerait l'orientation sociale que l'on voudra, pourvu qu'elle soit axée sur la seule richesse matérielle. Aussi longtemps qu'une telle perspective demeure irréaliste, que par conséquent nous n'avons apparemment le choix qu'entre mesures d'austérité et plans de relance keynésiens, ces derniers sont évidemment préférables. La politique

d'austérité néolibérale équivaut à sacrifier au maintien d'un système désormais insoutenable des êtres humains en nombre toujours plus grand : ceux qui ne comptent plus pour le système, étant devenus superflus du point de vue de la valorisation du capital. Certes, les programmes keynésiens poursuivent également le but illusoire d'un sauvetage du système, mais ils le font par des moyens plus acceptables, dans la mesure où ils ne perdent jamais totalement de vue l'aspect de la production de richesse matérielle.

Ces programmes pourraient même d'ores et déjà faire preuve d'un peu plus de discernement : puisque l'infrastructure publique a fait les frais des quarante ans passés, on pourrait utilement dépenser l'argent qui reste en la restaurant partiellement, ainsi qu'en réactivant les systèmes de sécurité sociale suspendus. En tout cas, s'il vous plaît, plus de « prime à la casse », car n'oublions pas qu'il reste aussi la question de la crise écologique. Pour ça, cependant, on verra un autre jour.

Paru dans *Konkret*, août 2013

<http://www.exit-online.org/textanz1.php?tabelle=aktuelles&index=0&posnr=592>

Traduction de l'allemand : Stéphane Besson

Claus Peter Ortlieb est mathématicien et membre de la revue *Exit !* qui autour de l'œuvre de Robert Kurz (1943-2012) a développé en Allemagne depuis la fin des années 1980 la critique de la dissociation-valeur